

## La médiation Mkapa : cadavérée !

---

Poussez les meubles du salon. Faites-vous de la place sur les terrasses. Sur les trottoirs. Sur la chaussée. Dans les rugo. Partout. Transformez le Burundi en vaste piste de danse. On va danser « Ancien Combattant », la chanson mythique de Zao, le célèbre chanteur et humoriste du Congo Brazzaville. Vous pouvez la télécharger sur You Tube si vous ne l'avez pas sur CD.

Mais ne poussez pas trop la manette du volume si vous l'écoutez avec un casque. Pour pas vous gêner les oreilles. Par contre, si vous l'écoutez avec des haut-parleurs, alors là.... N'hésitez pas. A fond la caisse. Arrosez le quartier. Il faut en faire profiter tout le voisinage. Musique. C'est parti...

- *La médiation régionale de la communauté de l'Afrique de l'Est : cadavérée !*
- *La médiation Museveni : cadavérée !*
- *La sous-médiation Mkapa : cadavérée !*
- *La MAPRABU promise par l'Union Africaine : cadavérée !*
- *La police promise par le Conseil de Sécurité des Nations Unies : cadavérée !*
- *Le veto chinois et russe au Conseil de Sécurité des Nations Unies : cadavéré !*

### Refrain à reprendre en chœur !

*La guerre mondiale au Burundi...c'est pas bon, c'est pas bon !*

*La guerre, mon Dieu, au Burundi...c'est pas bon, c'est pas bon !*

- *Les illusions de l'opposition radicale : cadavérées !*
- *Les naïvetés de l'opposition inflexible : cadavérées !*
- *L'amateurisme de l'opposition à « la sauce pili pili » : cadavéré !*

### Refrain à reprendre en chœur !

*La guerre mondiale au Burundi...c'est pas bon, c'est pas bon !*

*La guerre, mon Dieu, au Burundi, c'est pas bon, c'est pas bon !*

Waouuuuuuh ! Zao met le feu à la baraque. On est chauds ! Dans tous les bars, maquis et autres boîtes de nuit, tout le Burundi danse. Il est en transe. Puisqu'il y a la paix sur tout le territoire national affirme le gouvernement sans vergogne. Tu ne le crois pas ? Quelle mauvaise foi ! Toi aussi tu sais, non ? Mais si, la paix règne partout, insiste le gouvernement. La paix des cimetières, idiot ! Là où reposent les victimes du « *massacre des innocents du 12.12.15* » !

### **Un diagnostic psychiatrique extravagant**

A l'issue de sa dernière visite au Burundi, M. Mkapa, ancien médiateur dans le conflit burundais a accusé les opposants au troisième mandat de Pierre Nkurunziza d'être devenus « *fous* » et d'avoir « *perdu la tête*. » Il est à craindre, hélas, que ce diagnostic psychiatrique extravagant ne s'applique plutôt qu'à lui et non aux honorables personnalités qu'il accable injustement.

Mais c'est comment ? S'est-il rendu compte que sa déclaration fracassante détruisait sa réputation d'homme d'Etat respecté jusque-là ? Depuis le début de sa médiation, M. Mkapa n'a cessé de rappeler que l'Accord d'Arusha constituait le socle sur lequel il bâtirait la résolution pacifique du conflit burundais. Or cet accord interdit qu'une seule personne exerce plus de deux mandats successifs comme président de la République du Burundi.

M. Mkapa a ébranlé tout l'édifice de l'Accord de Paix et de Réconciliation d'Arusha signé en août de l'an 2000. Pourtant, il en avait été l'un des artisans aux côtés du respecté Mwalimu Julius Nyerere. Les Burundais espéraient qu'il en serait un des gardiens vigilants et intègres. Que dalle !

Incompréhensible ! Shocking ! Un homme d'Etat de son rang peut-il se déjuger et renoncer à ses convictions de façon aussi désinvolte ? Force est de le constater pour le déplorer. M. Mkapa a donc menti depuis le début de sa médiation. Sa crédibilité personnelle dans la médiation du conflit burundais est donc détruite à jamais.

M. Mkapa se rendait-il compte qu'il désavouait aussi les Ministres de la Justice de la Communauté de l'Afrique de l'Est ? Leur rapport remis aux chefs d'Etat de la région est pourtant sans appel. Le troisième mandat de Pierre Nkurunziza, affirment-ils, est irrévocablement illégal et illégitime.

Surprenant d'ailleurs que le médiateur en chef dans le conflit burundais, le président Museveni, n'ait fait, jusqu'à présent, aucune déclaration pour désavouer ou pour confirmer la déclaration de son adjoint. Ou alors, pour essayer de calmer la situation et d'éteindre l'incendie. Car M. Mkapa a bel et bien mis le feu à la brousse burundaise. Le silence de M. Museveni, celui de la Communauté de l'Afrique de l'Est, celui de l'Union Africaine valent-ils approbation des propos scandaleux de M. Mkapa ? Qui ne dit mot consent ?

### **Injure et impudence**

En foulant aux pieds les usages du langage diplomatique, la convenance et la civilité ordinaires, M. Mkapa a insulté tous les Burundais qui luttent pour le rétablissement d'un Etat de droit dans leur pays, pour le respect de l'Accord d'Arusha précisément et de la constitution qui en est issue.

Pourtant, M. Mkapa savait pertinemment que ses propos indignes s'adressaient à des personnalités éminentes qui composent l'opposition démocratique burundaise et qui sont anciens Chefs d'Etat, anciens Vice-présidents de la République, anciens présidents de l'Assemblée nationale, anciens Parlementaires, Ministres, Officiers supérieurs de l'armée burundaise et Hauts fonctionnaires, etc.

A cette cohorte de personnalités politiques de premier plan qui animaient les institutions de la République dans un passé récent, il faut ajouter les courageux responsables d'organisations de la société civile, femmes et hommes, qui luttent contre le troisième mandat de Pierre Nkurunziza.

Des avocats remarquables accompagnent et soutiennent les victimes du régime de terreur de Bujumbura. De courageux journalistes, à l'intérieur comme à l'extérieur du Burundi, donnent la parole au peuple bâillonné, terrorisé et privé de liberté d'expression. Des Burundais de la diaspora s'investissent avec générosité et enthousiasme dans ce combat pour la paix et la démocratie au Burundi. Tous ces citoyens burundais figurent également sur la liste des opposants que M. Mkapa abreuve d'injures.

Tous ces citoyens, en résistance démocratique contre ce troisième mandat, ont-ils vraiment « *perdu la tête* » et sont-ils devenus « *fous* » parce qu'ils affirment que Pierre Nkurunziza exerce un mandat illégal et illégitime, que son élection n'a jamais été reconnue ni par la Communauté de l'Afrique de l'Est, ni par l'Union Africaine, ni par les Nations Unies, ni par l'Union Européenne ?

Prenons deux figures emblématiques de la résistance démocratique et pacifique burundaise, deux héros magnifiques. « *Fou* », Pierre Claver Mbonimpa ? Il a échappé de peu à la mort, victime d'une tentative d'assassinat. Après cet attentat manqué, le pouvoir burundais a assassiné son fils et son gendre. « *Folle* » Maggy Barankitse ? Fondatrice de la Maison Shalom de Ruyigi. Elle a élevé des milliers d'orphelins, de toutes ethnies, et en a assuré la scolarisation. Des médecins et des ingénieurs figurent, à présent, parmi ces rescapés auxquels elle consacre sa vie et son énergie.

Le régime de Pierre Nkurunziza a fermé brutalement l'hôpital de la Maison Shalom et en particulier le service des prématurés où deux bébés sont décédés immédiatement dans leurs couveuses. Les nourrissons survivants ont été remis à leurs parents qui ont reçu consigne de les envelopper avec le son de céréales (umuguruka) afin d'essayer de les maintenir en vie en les gardant au chaud. Ces malheureux prématurés ont-ils survécu ? M. Mkapa se doute-t-il du degré ultime de cruauté et d'ignominie que le régime de Pierre Nkurunziza peut atteindre ?

Au moins Maggy Barankitse revendique fièrement son titre de « *Folle* ». Oui elle est « *folle* » de l'amour pour le prochain, proclame-t-elle fièrement, urbi et orbi. Même le pape François lui a rendu récemment un vibrant hommage à Stockholm au cours d'une cérémonie de rapprochement entre l'Eglise Luthérienne Réformée et l'Eglise Catholique.

« *Fous* » tous ces jeunes burundais qui ont payé de leur vie en manifestant joyeusement et pacifiquement dans les rues de Bujumbura et dans quelques localités à l'intérieur du pays pour dénoncer le troisième mandat ? Ils ont été fauchés dans la fleur de leur âge par les services de répression de Pierre Nkurunziza et ont été jetés, pour la plupart, dans des fosses communes.

M. Mkapa n'a aucun respect pour tous les citoyens burundais mobilisés pour défendre leurs droits inaliénables et non négociables : droit à la vie, droit de manifester publiquement ses opinions, droit de s'exprimer librement par la parole et l'écrit, droit à des élections libres et transparentes, droit de vivre dans un pays débarrassé de la corruption, droit au travail, droit au développement économique, droit à un environnement sain et préservé pour les générations futures.

Au fait, M. Mkapa oublie-t-il que ces Burundais luttent pour leur propre pays ? Son statut de médiateur en second ne l'autorisait absolument pas à dénigrer et à insulter des citoyens engagés dans la lutte pour un Etat de droit dans leur propre pays, le Burundi. Tout médiateur qu'il était, il n'en demeure pas moins qu'il est Tanzanien et non Burundais. Et à ce titre, M. Mkapa n'a aucun droit d'émettre un quelconque jugement de valeur sur la résistance démocratique burundaise.

A titre personnel, il a bien sûr le droit de désavouer ces Burundais qui contestent la légalité et la légitimité du troisième mandat de Pierre Nkurunziza. Dans ce cas, il aurait dû démissionner d'abord de son poste de médiateur et rembourser les frais que l'Union Européenne, la Chine et peut-être la Communauté de l'Afrique de l'Est ont investi, à perte, dans une médiation qui tourne au fiasco.

M. Mkapa avait été sollicité pour rapprocher les deux parties en conflit au Burundi et pour aider les Burundais, grâce à une médiation impartiale et intelligente, à trouver une solution pacifique. Il avait reçu la confiance de la région pour remettre le Burundi sur le chemin de la sécurité pour tous. De ce fait, il n'avait absolument pas le droit de prendre position en faveur ou en défaveur de l'un des protagonistes sans trahir sa mission.

A l'injure, M. Mkapa a ajouté l'impudence. Il aurait pu se dispenser, en effet, d'envoyer deux émissaires à Bruxelles pour rencontrer le Directoire du CNARED. Comme si de rien n'était, ces émissaires étaient chargés d'inviter l'organisation la plus représentative et la plus crédible de l'opposition burundaise à une hypothétique session de négociations à Arusha programmée pour janvier 2017. Quel cynisme ! Quelle impudence !

En reconnaissant formellement la légitimité de Pierre Nkurunziza, M. Mkapa a ouvert une brèche béante. Il ne serait pas surprenant que des organisations internationales qui avaient compris les véritables enjeux du conflit burundais, qui avaient soutenu la lutte de l'opposition démocratique et qui avaient tout fait pour faire plier Pierre Nkurunziza sans succès, l'Union Européenne pour ne pas la nommer, finissent par jeter l'éponge, se rangent derrière la bannière de M. Mkapa, et toute honte bue, reprennent la coopération économique avec le régime de Pierre Nkurunziza à travers les organismes d'intégration régionale comme la CEEAC, le COMESA ou la Communauté de l'Afrique de l'Est ou les Accords de Cotonou. *Business as usual* !

### **Une déclaration irresponsable**

La déclaration de M. Mkapa est terriblement irresponsable. Car Pierre Nkurunziza, adoubé par lui comme « *président légal et légitime du Burundi* » a vite compris le bénéfice de ce sacre. Pierre Nkurunziza pense qu'il a désormais le droit de vie et de mort sur les citoyens burundais hostiles à son troisième mandat. A présent, il a la bénédiction de M. Mkapa, de la Communauté de l'Afrique de l'Est et de l'Union Africaine puisque celle-ci avait délégué la médiation à la région !

Pierre Nkurunziza se servira de cette reconnaissance formelle pour échapper à la justice nationale et internationale et les innombrables crimes commis depuis son accession au pouvoir en 2005 resteront impunis à jamais. M. Mkapa conforte, de ce fait, un régime de terreur et couvre ses forfaits d'un voile d'impunité totale et définitive.

M. Mkapa, n'a eu aucun mot de compassion à l'égard des victimes de la répression du régime de Pierre Nkurunziza, à l'égard des milliers de personnes abattues comme du gibier par les forces de répression burundaises, à l'égard des femmes outrageusement violées, à l'égard des citoyens torturés, emprisonnés, mutilés, exilés. A l'égard des milliers de déplacés intérieurs que le régime de Pierre Nkurunziza persécute et exécute à travers le pays, un à un, et loin des caméras et des témoins.

Mais puisque plusieurs représentants de la communauté internationale rendent visite à Pierre Nkurunziza, selon M. Mkapa, c'est qu'ils reconnaissent aussi sa légalité, sa légitimité et donc son impunité. Une question à M. Mkapa. Depuis quand un assassin échappe-t-il à sa responsabilité criminelle parce qu'il reçoit de multiples visites d'aumôniers complaisants ?

Enfin, la déclaration intempestive de M. Mkapa constitue un tournant dramatique pour le Burundi. En effet, le conflit aurait pu être résolu sans en passer par la voie des armes, de la rébellion et de la guerre civile totale. Celle-ci apparaît maintenant, hélas, incontournable et inéluctable pour beaucoup de Burundais offensés par ses propos. Même si M. Mkapa présentait ses excuses, ce qu'il ne fera jamais, le mal est fait.

La sidération, l'exaspération et le désespoir sont profonds dans la société burundaise. Les Burundais opposés au troisième mandat de Pierre Nkurunziza se sentent humiliés et abandonnés de la communauté internationale. Révoltés par la trahison des médiateurs et par l'indolence de la communauté internationale qui n'a pas voulu protéger les victimes de la répression féroce du régime de Bujumbura, les Burundais hostiles au troisième mandat sont en colère. Or, la colère est mauvaise conseillère et constitue la matrice de toutes les violences.

### **La médiation est vraiment cadavérée !**

Heureusement, M. Mkapa a été récusé sèchement par la plateforme de l'opposition démocratique, le CNARED, qui constitue un des interlocuteurs majeurs de la médiation. Cependant, le CNARED commettrait une grave erreur d'analyse s'il réclamait encore une médiation qui serait organisée par les Nations Unies.

Il n'est d'ailleurs pas sûr que le Conseil de Sécurité accepte de donner suite à cette requête du CNARED. Il est tellement lassé par l'entêtement de Pierre Nkurunziza. Il est bridé par son mode de fonctionnement obsolète et révoltant, par le veto récurant de la Russie et de la Chine. Il est paralysé, de fait, pendant la période de transition entre Obama et Trump.

Pierre Nkurunziza profite de « l'impuissance des puissants » pour n'en faire qu'à sa tête. Et, du reste, jamais Pierre Nkurunziza n'acceptera un autre médiateur qui récuserait les déclarations grotesques de M. Mkapa. Le régime de Bujumbura considère son adoubement par la communauté internationale comme une reconnaissance définitive et irréversible. L'Afrique, en particulier, a fait montre d'une lâcheté sans nom et la communauté internationale s'est montrée aussi incompétente dans la gestion du conflit burundais que dans celle du Soudan du Sud ou de la Syrie. Adieu donc la médiation !

Le CNARED devrait donc tourner définitivement la page et ne plus demander de médiation ni régionale ni internationale. Car la médiation est vraiment cadavérée ! Tout en maintenant sa détermination à privilégier la résolution pacifique et démocratique du conflit burundais, le CNARED, devrait changer

radicalement de mode de fonctionnement, entrer dans une phase de lutte clandestine car la communauté internationale n'a plus besoin d'interlocuteur et se transformer en structure resserrée à la manière d'un gouvernement alternatif ou d'un « shadow cabinet » à l'anglaise. Une collaboration étroite entre le CNARED et la « Commission Exécutive Nationale » annoncée pourrait-elle être envisagée et privilégiée ?

### **Une résistance déterminée, pacifique et sans haine !**

La trahison de M. Mkapa a au moins une vertu formidable. Elle pourrait fouetter l'opposition démocratique burundaise, la stimuler et la convaincre, enfin, de construire un programme politique commun et de se doter d'un leadership unique et crédible. A présent, l'opposition burundaise a le devoir moral et historique de ne pas laisser la déclaration incendiaire de M. Mkapa désespérer les Burundais attachés à l'Etat de droit.

Il faut qu'elle reprenne l'initiative et organise rapidement une résistance non violente qui écarte la tentation de la guerre civile totale comme unique solution efficace pour résoudre le conflit burundais. Le temps presse. Une course contre la montre est engagée.

Si une résistance pacifique et démocratique n'apparaît pas rapidement comme la meilleure option pour rétablir l'Etat de droit au Burundi, beaucoup de nos concitoyens considéreront que la guerre s'impose pour neutraliser le système mafieux de Pierre Nkurunziza avant les élections de 2020. Or, le Burundi est profondément blessé et traumatisé par toutes les guerres civiles antérieures qui jalonnent son histoire depuis 50 ans. Il ne survivra pas à une autre guerre civile de plusieurs années. Il faut d'urgence refermer la boîte de Pandore, la boîte de tous les malheurs, imprudemment ouverte par la déclaration insensée de M. Mkapa.

*"Tout ce que tu peux régler pacifiquement, n'essaie pas de le régler par la guerre"* affirmait le cardinal Mazarin, homme politique et diplomate français du 17<sup>ème</sup> siècle. En s'inspirant de cette maxime, les Burundais pourraient reprendre espoir et se libérer de la dictature de Pierre Nkurunziza sans tuer, sans détruire et sans s'abrutir l'esprit avec la « Haine » ! Après tout, faut-il déclarer « la guerre mondial » pour reprendre le mot de Zao, pour neutraliser le système dictatorial et mafieux qui gouverne le Burundi ? Certains analystes estiment qu'il suffirait de neutraliser pacifiquement une cinquantaine de personnes qui constituent le noyau dur de cette nouvelle « akazu » burundaise.

Louis Rwagasore a lutté pour l'indépendance sans injurier les Belges. Dans son fameux discours d'acceptation de la victoire de son parti, le 18 septembre 1961, il a même remercié la Belgique d'avoir porté le poids de l'administration du Burundi. Louis Rwagasore qui luttait contre le système colonial belge était pourtant soutenu par des Belges. La carte numéro 4 de membre du parti UPRONA était détenue par un ami proche du prince, un Belge.

Melchior Ndadaye a accédé au pouvoir après un processus électoral démocratique incontestable. Pierre Buyoya lui a remis le pouvoir avec élégance et fair play. Un contraste saisissant entre le Burundi de juin 1993 et la Gambie de 2016, le pays du dictateur loufoque, Yahya Jammeh, l'un des suppôts inconditionnels de Pierre Nkurunziza au sein de l'Union Africaine !

La lutte pacifique est donc possible et efficace pour ramener la paix et la démocratie au Burundi.

Néanmoins, et en guise de conclusion, il faut le reconnaître, M. Mkapa a une qualité indéniable. Il a beaucoup d'humour. De l'humour noir s'entend. Car, convier les opposants au troisième mandat à se préparer pour des élections « *justes, libres et crédibles* » que Pierre Nkurunziza organiserait en 2020, constitue une vue d'esprit totalement surréaliste et destinée à amuser la galerie.

Si les innombrables crimes de sang et crimes économiques, si les gigantesques détournements de fonds publics ne sont pas réprimés, si le système mafieux animé par Pierre Nkurunziza n'est pas neutralisé avant ces échéances électorales, jamais ces élections ne seront « *ni justes, ni libres, ni crédibles.* » Pierre Nkurunziza les gagnera par tous les moyens illégaux. Il trichera. Il utilisera la violence comme il l'a déjà fait dans le passé pour accéder et se maintenir au pouvoir.

C'est un secret de polichinelle que M. Mkapa doit connaître sûrement. Pierre Nkurunziza et son système mafieux se sont jurés de garder le pouvoir pendant au moins 40 ans. Autant dire à vie. Heureusement M. Mkapa sera encore là pour vérifier que sa prophétie portant sur des élections « *justes, libres et crédibles* » était un canular qui ne fait vraiment rire personne au Burundi.

Le céléberrissime boxeur poids lourds, Cassius Clay, alias Mohamed Ali, s'était forgé un principe pour terrasser ses adversaires, notamment lors du « combat du siècle » contre Foreman, organisé par Mobutu à Kinshasa en 1974. En reprenant l'air, le rythme et les paroles de la chanson de Zao, l'opposition burundaise, dans sa lutte pacifique pour rétablir l'Etat de droit au Burundi, devrait s'inspirer du « *Combattant Suprême* » et champion admirable de la boxe américaine ». Pour terrasser le système mafieux de Pierre Nkurunziza avant 2020, il faut « *danser comme un papillon et piquer comme une abeille* »

Athanase Karayenga

Le 15 décembre 2016